









Procedure file

Informations de base	
<p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p> <p>2022/0424(COD)</p>	<p>En attente de la position du Parlement en 1ère lecture</p>
<p>Collecte et transfert des informations préalables sur les passagers pour renforcer et faciliter les contrôles aux frontières extérieures</p> <p>Abrogation Directive 2004/82 2003/0809(CNS) Modification Règlement 2018/1726 2017/0145(COD) Modification Règlement 2019/817 2017/0351(COD)</p> <p>Sujet 7.10 Libre circulation et intégration des ressortissants des pays-tiers 7.10.02 Espace Schengen, acquis de Schengen 7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas 7.10.08 Politique d'immigration</p> <p>Priorités législatives Déclaration commune 2023-24 Déclaration commune 2022</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<p>LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures</p> <p> OETJEN Jan-Christoph</p> <p>Rapporteur(e) fictif/fictive</p> <p> LENAERS Jeroen</p> <p> KALJURAND Marina</p> <p> STRIK Tineke</p> <p> FEST Nicolaus</p> <p> KANKO Assita</p> <p> GUSMÃO José</p>		28/03/2023
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<p>BUDG Budgets</p> <p>TRAN Transports et tourisme</p>	<p>La commission a décidé de ne pas donner d'avis.</p>	22/02/2023
		<p> OETJEN Jan-Christoph</p>	

Événements clés

13/12/2022	Publication de la proposition législative	COM(2022)0729	Résumé
13/02/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
28/11/2023	Vote en commission, 1ère lecture		
28/11/2023	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
07/12/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0409/2023	Résumé
11/12/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
13/12/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		
19/03/2024	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	GEDA/A/(2024)001541	

Prévisions

24/04/2024	Débat en plénière prévu
------------	-------------------------

Informations techniques

Référence de procédure	2022/0424(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Abrogation Directive 2004/82 2003/0809(CNS) Modification Règlement 2018/1726 2017/0145(COD) Modification Règlement 2019/817 2017/0351(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 077-p2; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 079-p2
Étape de la procédure	En attente de la position du Parlement en 1ère lecture
Dossier de la commission parlementaire	LIBE/9/10982

Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2022)0729	13/12/2022	EC	Résumé
-----------------------------	--	---------------	------------	----	--------

Document annexé à la procédure		SEC(2022)0444	14/12/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0421	14/12/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0422	14/12/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0423	14/12/2022	EC	
Document annexé à la procédure		N9-0017/2023 JO C 084 07.03.2023, p. 0002	08/02/2023	EDPS	
Comité économique et social: avis, rapport		CES0256/2023	27/04/2023	ESC	
Projet de rapport de la commission		PE750.252	05/07/2023	EP	
Avis de la commission	TRAN	PE746.927	19/07/2023	EP	
Amendements déposés en commission		PE752.817	05/09/2023	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0409/2023	07/12/2023	EP	Résumé
Lettre de Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel		GEDA/A/(2024)001541	13/03/2024	CSL	

Collecte et transfert des informations préalables sur les passagers pour renforcer et faciliter les contrôles aux frontières extérieures

OBJECTIF : présenter de nouvelles règles sur la collecte et le transfert des informations préalables sur les voyageurs (API) afin de faciliter les contrôles aux frontières extérieures, de lutter contre l'immigration clandestine et de renforcer la sécurité intérieure.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : les informations préalables sur les passagers (API) sont des informations sur un passager recueillies lors de l'enregistrement ou de l'embarquement. Elles comprennent des informations sur le passager et des informations sur son vol. En 2019, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a fait état de 4,5 milliards de passagers dans le monde transportés par voie aérienne sur des services réguliers, dont plus d'un demi-milliard de passagers qui entrent ou sortent de l'UE chaque année.

Cette situation met à rude épreuve les frontières aériennes extérieures de l'UE, car tous les voyageurs, c'est-à-dire les ressortissants de pays tiers et les citoyens de l'UE qui franchissent les frontières extérieures, doivent faire l'objet d'un contrôle efficace et systématique dans les bases de données pertinentes. Pour que les contrôles puissent être effectués efficacement sur chaque passager aérien, il est nécessaire d'accélérer les contrôles aux frontières dans les aéroports et de garantir la facilitation des flux de passagers tout en maintenant un niveau élevé de sécurité.

Le cadre juridique existant sur les données API, qui se compose de la directive 2004/82/CE du Conseil et du droit national transposant cette directive, s'est avéré important pour améliorer les contrôles aux frontières, notamment en créant un cadre permettant aux États membres d'introduire des dispositions pour imposer aux transporteurs aériens l'obligation de transférer les données API sur les passagers transportés sur leur territoire.

Toutefois, des divergences subsistent au niveau national. En particulier, les données API ne sont pas systématiquement demandées aux transporteurs aériens et ceux-ci sont confrontés à des exigences différentes concernant le type d'informations à collecter et les conditions dans lesquelles les données API doivent être transférées aux autorités frontalières compétentes. Ces divergences entraînent non seulement des coûts et des complications inutiles pour les transporteurs aériens, mais elles sont également préjudiciables à la réalisation de contrôles préalables efficaces et efficaces des personnes arrivant aux frontières extérieures.

Il convient donc d'actualiser et de remplacer le cadre juridique existant afin de garantir que les règles relatives à la collecte et au transfert des données API dans le but de renforcer et de faciliter l'efficacité et l'efficience des contrôles aux frontières extérieures et de lutter contre l'immigration clandestine soient claires, harmonisées et efficaces.

CONTENU : la proposition de règlement présente de nouvelles règles sur la collecte et le transfert d'informations préalables sur les voyageurs (API) afin de faciliter les contrôles aux frontières extérieures, de lutter contre l'immigration clandestine et de renforcer la sécurité intérieure. Elle établit les règles relatives à :

- la collecte par les transporteurs aériens d'informations préalables sur les passagers (données API) sur les vols à destination de l'Union;
- le transfert des données API par les transporteurs aériens à un routeur;
- la transmission au moyen du routeur des informations aux autorités nationales compétentes concernées.

Elle s'appliquera aux transporteurs aériens effectuant des vols réguliers ou non réguliers dans l'Union.

Globalement, la proposition contient :

- des dispositions pour la collecte et le transfert des données API, à savoir un ensemble clair de règles pour la collecte des données API par les transporteurs aériens, des règles concernant le transfert des données API au routeur, le traitement des données API par les autorités frontalières compétentes, et le stockage et la suppression des données API par les transporteurs aériens et ces autorités;

- des dispositions relatives à la transmission des données API par le biais d'un routeur central qui servira de point unique de réception et de distribution ultérieure des données, en remplacement du système actuel composé de connexions multiples entre les transporteurs aériens et les autorités nationales. Plus précisément, la proposition comprend des dispositions décrivant les principales caractéristiques du routeur, les règles d'utilisation du routeur, la procédure de transmission des données API du routeur aux autorités frontalières compétentes, la suppression des données API du routeur, la tenue de journaux et les procédures en cas d'impossibilité technique partielle ou totale d'utiliser le routeur;

- des dispositions spécifiques sur la protection des données à caractère personnel. La proposition i) précise qui sont les responsables du traitement et le sous-traitant pour le traitement des données API constituant des données à caractère personnel en vertu du règlement ; ii) définit les mesures requises de l'eu-LISA pour garantir la sécurité du traitement des données ; iii) énonce les mesures que les transporteurs aériens et les autorités frontalières compétentes doivent prendre pour assurer leur autocontrôle du respect des dispositions pertinentes énoncées dans le présent règlement et des règles relatives aux audits;

- la réglementation de certaines questions spécifiques relatives au routeur. La proposition contient des exigences relatives aux connexions au routeur des autorités frontalières compétentes et des transporteurs aériens. Elle définit également les tâches d'eu-LISA relatives à la conception et au développement, à l'hébergement et à la gestion technique du routeur, ainsi qu'à d'autres tâches d'assistance liées au routeur. Elle contient des dispositions concernant les coûts encourus par eu-LISA et les États membres au titre du règlement, notamment en ce qui concerne les connexions des États membres au routeur et leur intégration dans celui-ci. Elle contient également des dispositions concernant la responsabilité pour les dommages causés au routeur, le début de l'exploitation du routeur et la possibilité d'une utilisation volontaire du routeur par les transporteurs aériens sous certaines conditions;

- des dispositions relatives à la supervision, aux éventuelles sanctions applicables aux transporteurs aériens en cas de non-respect des obligations qui leur incombent en vertu du règlement, aux règles relatives aux rapports statistiques de l'eu-LISA et à l'élaboration d'un manuel pratique par la Commission.

Implications budgétaires

La proposition aura une incidence sur le budget et les besoins en personnel d'eu-LISA et des autorités frontalières compétentes des États membres.

Pour eu-LISA, on estime qu'un budget supplémentaire d'environ 45 millions d'euros (33 millions d'euros dans le cadre de l'actuel CFP) pour la mise en place du routeur et de 9 millions d'euros par an à partir de 2029 pour sa gestion technique, et qu'environ 27 postes supplémentaires seraient nécessaires pour garantir que eu-LISA dispose des ressources nécessaires pour accomplir les tâches qui lui sont attribuées dans la proposition de règlement et dans la proposition de règlement concernant la collecte et le transfert de données API aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que des enquêtes et des poursuites en la matière.

Pour les États membres, on estime que 27 millions d'euros (8 millions d'euros au titre du cadre financier pluriannuel actuel) consacrés à la mise à niveau des systèmes et infrastructures nationaux nécessaires aux autorités chargées de la gestion des frontières, et progressivement jusqu'à 5 millions d'euros par an à partir de 2028 pour la maintenance de ces systèmes et infrastructures, pourraient être remboursés par le Fonds pour la gestion intégrée des frontières (instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas). Ce droit devra finalement être déterminé conformément aux règles régissant ces fonds ainsi qu'aux règles relatives aux coûts contenues dans le règlement proposé.

Collecte et transfert des informations préalables sur les passagers pour renforcer et faciliter les contrôles aux frontières extérieures

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté le rapport de Jan-Christoph OETJEN (Renew, DE) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la collecte et au transfert des informations préalables sur les passagers (API) en vue de renforcer et de faciliter les contrôles aux frontières extérieures, modifiant le règlement (UE) 2019/817 et le règlement (UE) 2018/1726, et abrogeant la directive 2004/82/CE du Conseil.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Données relatives aux informations préalables sur les passagers (données API) à collecter par les transporteurs aériens

Le texte amendé stipule que les transporteurs aériens doivent collecter les données API des passagers, c'est-à-dire les données relatives aux passagers et les informations relatives au vol, respectivement, sur les vols, en vue de les transférer au routeur. Lorsque le vol fait l'objet d'un partage de code entre un ou plusieurs transporteurs aériens, l'obligation de transférer les données API doit incomber au transporteur aérien qui exploite le vol.

Moyens de collecte des données API

La collecte de données API ne devrait pas inclure l'obligation pour les transporteurs aériens de vérifier le document de voyage au moment de l'embarquement dans l'avion ou l'obligation pour les passagers de porter un document de voyage lors de leurs déplacements, sans préjudice des actes de droit national qui sont compatibles avec le droit de l'Union. La collecte des données API par des moyens automatisés ne devrait pas conduire à la collecte de données biométriques à partir du document de voyage.

Lorsque les transporteurs aériens proposent une procédure d'enregistrement en ligne, ils devraient permettre aux passagers de fournir les données API au cours de la procédure d'enregistrement en ligne, en utilisant des moyens automatisés.

Les transporteurs aériens devraient veiller à ce que les données API soient cryptées lors de la transmission des données du passager aux transporteurs aériens.

Obligations des transporteurs aériens concernant les transferts de données API

Au moment de l'enregistrement, les transporteurs aériens devraient transférer les données API conformément au règlement et aux normes internationales applicables. Les transporteurs aériens devraient recevoir un accusé de réception du transfert des données API.

Traitement des données API reçues

Les autorités frontalières compétentes ne devraient en aucun cas être autorisées à traiter les données API à des fins de profilage.

Conservation et suppression des données API

Les députés ont suggéré que les transporteurs aériens conservent, pendant une période de 24 heures (au lieu des 48 heures proposées par la Commission) à compter du départ du vol, les données API relatives aux passagers qu'ils ont collectées. Ils devraient supprimer immédiatement et définitivement ces données API à l'expiration de ce délai.

Les transporteurs aériens ou les autorités frontalières compétentes devraient supprimer immédiatement et définitivement les données API lorsqu'ils se rendent compte que les données API collectées ont été traitées illégalement ou que les données transférées ne constituent pas des données API.

Droits fondamentaux

La collecte et le traitement de données à caractère personnel par les transporteurs aériens et les autorités compétentes ne devraient pas entraîner de discrimination à l'encontre de personnes en raison du sexe et du genre, de la race, de la couleur, des origines ethniques ou sociales, des caractéristiques génétiques, de la langue, de la religion ou des convictions, des opinions politiques ou de toute autre opinion, de l'appartenance à une minorité nationale, de la fortune, de la naissance, d'un handicap, de l'âge ou de l'orientation sexuelle.

Routeur

Les députés ont précisé le fonctionnement du routeur. Il devrait permettre la réception et la transmission de données API cryptées et extraire automatiquement les statistiques et les mettre à la disposition du référentiel central pour les rapports et les statistiques.

eu-LISA devrait concevoir et développer le routeur de manière à ce que toutes les données API transférées des transporteurs aériens vers le routeur et toutes les données API transmises du routeur aux autorités frontalières compétentes pour les rapports et les statistiques soient cryptées.

Information des passagers

Les transporteurs aériens devraient fournir aux passagers des informations sur la finalité de la collecte de leurs données à caractère personnel, le type de données à caractère personnel collectées, les destinataires des données à caractère personnel et les moyens d'exercer les droits de la personne concernée. Ces informations devraient être communiquées aux passagers par écrit et dans un format facilement accessible au moment de la réservation et de l'enregistrement, quel que soit le moyen utilisé pour collecter les données personnelles au moment de l'enregistrement.

Coûts d'eu-LISA, du contrôleur européen de la protection des données, des autorités nationales de contrôle et des États membres

Les députés ont souligné que le succès du routeur dépendait des moyens financiers qui lui seraient alloués, et qu'il convenait donc de doter eu-LISA des ressources nécessaires. En outre, compte tenu de l'augmentation attendue des tâches du CEPD et des autorités nationales chargées de la protection des données, le rapport contient des dispositions relatives à la couverture des coûts qu'ils supportent également.

Sanctions

Les États membres devraient veiller à ce qu'un manquement systématique ou persistant aux obligations énoncées dans le présent règlement fasse l'objet de sanctions financières pouvant aller jusqu'à 2% du chiffre d'affaires global réalisé par un transporteur aérien au cours de l'exercice précédent.

Groupe d'experts API

Les députés ont demandé la création d'un groupe d'experts API afin de faciliter la coopération et l'échange d'informations sur les obligations découlant du règlement et sur les questions qui s'y rapportent entre les États membres, les institutions de l'UE et les parties prenantes.

Le groupe devrait être composé de représentants de la Commission européenne, des autorités compétentes des États membres, du Parlement européen et d'eu-LISA.

Suivi et évaluation

Les députés ont estimé que le règlement devrait faire l'objet d'évaluations régulières afin de garantir le contrôle de son application effective. En particulier, la collecte des données API ne devrait pas se faire au détriment de l'expérience de voyage des passagers légitimes. La charge réglementaire globale pesant sur le secteur de l'aviation devrait être suivie de près.

En outre, le rapport devrait évaluer dans quelle mesure les objectifs du règlement ont été atteints et dans quelle mesure il a eu une incidence sur la compétitivité du secteur.

Transparence				
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	23/11/2023	Airlines for Europe International Air Transport Association KLM Royal Dutch Airlines
OETJEN Jan-Christoph	Rapporteur(e)	LIBE	27/06/2023	EDPS IATA

OETJEN Jan-Christoph	Rapporteur(e)	LIBE	22/05/2023	Air France-KLM , A4E , Swiss , LHG , TUI , Qatar Airways , ERA , Ryanair
SIPPEL Birgit	Membre	25/04/2023	European Regions Airline Association Ltd.	